



DECISION N° 2022-540

Convention de mise à disposition / Association LES AINES DE LA LUNETTE pour la salle d'animation du Vilar, rue du Vilar.

Direction Mairies de Quartier et GRU
Mairie Quartier SUD

Le Maire,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux délégations de pouvoir susceptibles d'être consenties au Maire par le Conseil Municipal,

Vu les articles L 2122-23 et L 2122-18 relatifs aux subdélégations susceptibles d'être consenties par le Maire aux Adjoints et/ou Conseillers Municipaux,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020, donnant délégation de pouvoir au Maire pour les matières énumérées dans l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire en date du 16 juillet 2020 portant subdélégation de signature à M. Frédéric GOURIER,

Considérant que l'Association CLUB DES AINES LA LUNETTE a sollicité la mise à disposition de la salle d'animation Vilar située rue du Vilar,

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Perpignan met à disposition de l'Association CLUB DES AINES LA LUNETTE la salle d'animation Vilar située rue du Vilar pour organiser des après-midis récréatifs.

ARTICLE 2 : Cette convention est conclue pour les jours et horaires suivants : **09/07/2022 ; 10/07/2022 ; 17/12/2022 ; 18/12/2022 ; 09/04/2023 ; 10/04/2023 de 08h00 à 20h00** en fonction du planning d'occupation arrêté par la Mairie de Quartier Sud.

ARTICLE 3 : La convention est consentie à titre gratuit. Les abonnements et consommation électricité et eau sont à la charge de la Ville.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services sera chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du conseil Municipal.

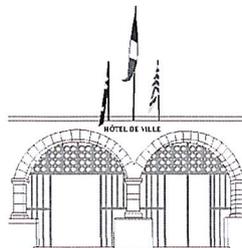
Fait à Perpignan, le - 5 JUIL. 2022

ID Télétransmission : 066-216601369-20220705-157377-AU-J-J

Accusé reçu le : - 5 JUIL. 2022

Affiché le : - 5 JUIL. 2022

M. Frédéric GOURIER, Pour le Maire par subdélégation l'Adjoint



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

VILLE DE PERPIGNAN & CLUB DES AINES DE LA LUNETTE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1°) LA VILLE DE PERPIGNAN représentée par son Maire, Monsieur Louis ALIOT dûment autorisé par délibérations du Conseil Municipal en date du 03 juillet 2020, ou son représentant, Frédéric GOURIER, Adjoint au Maire, en vertu d'un arrêté du Maire de subdélégation de signature en date du 16 juillet 2020.

Ci-après dénommée : **LE BAILLEUR**

D'une part, et

2°) L'ASSOCIATION CLUB DES AINES DE LA LUNETTE déclarée le 15 février 2017 sous le n° W662008303, en préfecture des Pyrénées Orientales, représentée par Madame Zehira MAS, Présidente et dont le siège social est situé : 37, rue Joaquim Albarran – 66000 Perpignan.

Ci-après dénommée : **LE PRENEUR**

D'autre part,

ARTICLE 1 : DESIGNATION

La Ville de Perpignan met à disposition du Preneur la salle d'animation du Vilar- Rue du Vilar d'une capacité d'accueil maximum de 204 personnes aux jours et horaires suivants : **09/07/2022 ; 10/07/2022 ; 17/12/2022 ; 18/12/2022 ; 09/04/2023 ; 10/04/2023 de 08h00 à 20h00.**

Le preneur atteste connaître les lieux sans qu'il soit besoin d'en faire une description plus détaillée et s'engage à fournir une attestation d'assurance couvrant son activité pour la période définie à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 2 : DESTINATION

Les lieux sont destinés à être utilisés par l'association pour les activités suivantes : Fête de Noël ; Fête de Pâques ; Méchoui ; Fête du Club.

ARTICLE 3 : DUREE - RESILIATION

La présente convention est consentie les **09/07/2022 ; 10/07/2022 ; 17/12/2022 ; 18/12/2022 ; 09/04/2023 ; 10/04/2023 de 08h00 à 20h00.**

ARTICLE 4 :

En application de l'article L.2125-1 du Code **G**énéral des **P**ropriétés des **P**ersonnes **P**ubliques (CGPPP), stipulant que, par dérogation à la règle de paiement d'une redevance d'occupation du domaine public, l'autorisation d'occupation peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, la présente convention est consentie et acceptée à *titre gratuit*.

ARTICLE 5 : ABONNEMENTS ET FLUIDES

Les charges inhérentes à l'occupation du local mis à disposition seront assurées par la Ville qui conservera à son nom l'ensemble des abonnements (eau, électricité, chauffage) relatifs à la fourniture de fluides.

ARTICLE 6 : AMELIORATIONS – TRANSFORMATIONS – GROSSES REPARATIONS

Le preneur entrera en possession des locaux dans l'état où ils se trouvent actuellement et sans pouvoir exiger de la Ville aucun aménagement nouveau ; il les rendra de même à la sortie.

ARTICLE 7 : CHARGES ET CONDITIONS

La présente convention est consentie et acceptée sous les conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir, savoir :

1°) Le preneur devra jouir des lieux en bon père de famille, suivant leur destination, il ne pourra en aucun cas rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les locaux et il devra prévenir, sans aucun retard et par écrit, sous peine d'en être personnellement responsable, la Ville de Perpignan, de toute atteinte qui serait portée directement ou indirectement à la propriété et de toutes dégradations et détériorations qui viendraient à se poursuivre, dans les lieux, et qui rendraient nécessaires des travaux qui normalement devraient incomber à la Ville de Perpignan.

2°) Le preneur devra faire exécuter à ses frais toutes les réparations locatives et d'entretien que la loi met à la charge des Preneurs.

3°) Le preneur n'exercera ou ne laissera exercer dans les locaux aucune activité illicite ou contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

4°) Le preneur s'engage à laisser les locaux et autres matériels mis à sa disposition en état de propreté et d'ordre.

5°) Le Preneur s'abstiendra de toute forme de prosélytisme au sein des locaux mis à disposition par la Ville de Perpignan. Il respectera et fera respecter le principe de laïcité du service public, les obligations réglementaires relatives à l'ordre public, la sécurité et l'égalité homme-femme.

6°) Le preneur s'engage à utiliser les locaux mis à sa disposition dans le respect des mesures sanitaires d'hygiène et règles de distanciation imposées en prévention d'épidémies.

ARTICLE 7 Bis – SPECIFICITES LIEES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Perpignan mène depuis plusieurs années un ambitieux projet de développement durable, à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, et sensibilise à ce titre ses partenaires à l'essor de pratiques vertueuses dans ces domaines. C'est la raison pour laquelle, le preneur doit s'engager à veiller à une utilisation respectueuse des lieux mis à sa disposition, et tout particulièrement à :

- éteindre les lumières dès qu'il n'en a plus l'utilité, et notamment quand il quitte les locaux,
- veiller à ne pas utiliser le chauffage ni la climatisation, lorsqu'il y en a une, de manière exagérée,
- jeter les déchets qu'il occasionne, en les séparant selon qu'ils pourront être recyclés ou non.

Les services municipaux seront amenés à faire des visites de contrôle et seront extrêmement vigilants sur ces points.

ARTICLE 8 : SECURITE ET ACCUEIL DU PUBLIC

Le Preneur déclare avoir pris connaissance des prescriptions contenues dans le Registre de Sécurité de l'établissement et notamment en ce qui concerne :

- la capacité maximale d'accueil du public dans les locaux
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie en vue de permettre une évacuation sûre et rapide du public.

Le Preneur s'engage à respecter sans restriction lesdites prescriptions de Sécurité et plus généralement les lois et règlements relatifs à la Sécurité et à l'interdiction de fumer dans les établissements recevant du public.

Le Preneur déclare également savoir utiliser convenablement les extincteurs situés dans les locaux en cas de début d'incendie.

En cas d'épidémie sévère ou de pandémie, le Preneur devra respecter les prescriptions légales et réglementaires en vigueur.

Le Preneur s'engage à tout mettre en œuvre afin de limiter la propagation d'agents pathogènes (type virus principalement) lors de l'utilisation des locaux objets des présentes. Cela devra se traduire par l'application des prescriptions officielles nationales et locales, mais également et cumulativement par des règles de bon sens en relation avec l'utilisation des locaux, comme notamment : tenir à disposition des adhérents du gel hydroalcoolique, rappeler les gestes barrière et de distanciation sociale, imposer le port du masque le cas échéant, assurer la désinfection régulière des poignées de porte et plus globalement de l'ensemble du matériel utilisé sur place (mobiliers informatiques, sportif, etc ...). Ces dispositifs relèveront des seules charges et responsabilité du preneur.

ARTICLE 9 : RECLAMATION DES TIERS OU CONTRE LES TIERS

Le Preneur fera son affaire personnelle, à ses risques, périls et frais, de toute réclamation faite par les voisins et les tiers, pour bruit, troubles de jouissance causés du fait de son occupation des lieux par lui ou des personnes qu'il aura introduites ou laissées introduire dans les locaux.

A aucun moment, la Ville ne pourra être inquiétée ou sa responsabilité recherchée à ce sujet.

ARTICLE 10 : CESSION – SOUS-LOCATION

Sous peine de résiliation de la convention, il est interdit au Preneur de substituer qui que ce soit dans la jouissance des locaux mis à disposition, même temporairement et sous quelque forme que ce soit, notamment par prêt, sous-location ou cession.

ARTICLE 11 : ASSURANCE

Il est convenu que la collectivité et son assureur renoncent au recours contre le Preneur en cas d'incendie, d'explosion ou de dégât des eaux.

En conséquence, le preneur est dispensé de l'assurance « Risques locatifs ».

Les recours restent maintenus contre les personnes physiques en cas de sinistre intentionnel de leur part.

Par contre, le Preneur devra assurer :

- ses propres responsabilités pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition.

- ses propres biens

- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance...)

Le Preneur et son assureur devront réciproquement renoncer à tout recours contre la collectivité et son assureur.

Le Preneur devra produire, avant et pour toute la durée de l'occupation des locaux, à la collectivité une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions

ARTICLE 12 : RENVOI AUX USAGES ET A LA LOI

Pour tout ce qui n'est pas prévu à la présente convention les parties entendent se soumettre à la loi et aux usages locaux.

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en l'Hôtel de Ville de Perpignan.

Fait en 3 exemplaires à PERPIGNAN, le **- 5 JUIL. 2022**

**Pour le Maire
Par subdélégation
Le Maire Adjoint du Quartier Sud**



Frédéric GOURIER

Le Président de l'Association



ID Télétransmission : 066-216601369- **20220705-157377-AU-J-1**

Accusé reçu le : **- 5 JUIL. 2022**